

AMNESTY INTERNATIONAL
4 rue de la Pierre Levée
75011 Paris

NWS 11/12/92
ASA 21/WU 02/92
27 mars 1992

SF 92.M.068

EXTERNE
Informations hebdomadaires

INDONESIE/TIMOR ORIENTAL

**Des manifestants contre les violations des droits de l'homme à Timor oriental
sont accusés de subversion**

Amnesty International attend toujours la réponse du gouvernement indonésien à sa demande d'envoyer des observateurs aux procès des 13 Timorais arrêtés en novembre 1991 à la suite du massacre de Santa Cruz. Quatre d'entre eux sont accusés de subversion et les neuf autres sont poursuivis aux termes de dispositions qui considèrent comme un crime « l'expression de sentiments d'hostilité, de haine ou de mépris » envers le gouvernement.

L'Organisation a écrit le 12 mars 1992 au ministre des Affaires étrangères Ali Alatas pour solliciter l'autorisation d'envoyer des observateurs aux procès. Elle indiquait dans sa lettre que s'ils étaient condamnés, certains, voire la totalité, des accusés seraient considérés comme des prisonniers d'opinion, détenus pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression, d'opinion ou d'association sans avoir usé de violence. Amnesty International exprimait également sa crainte que les procès ne respectent pas les normes internationales en matière d'équité.

L'Organisation faisait observer qu'une déclaration adoptée par consensus le 4 mars 1992 par la Commission des droits de l'homme des Nations unies exhortait les autorités indonésiennes à améliorer la situation des droits de l'homme dans le territoire et les appelait à « faciliter l'accès de Timor oriental à d'autres organisations humanitaires et aux organisations de défense des droits de l'homme ».

Amnesty International reste profondément préoccupée par la réaction du gouvernement indonésien au massacre de Santa Cruz, au cours duquel les militaires ont ouvert le feu sur un cortège pacifique, tuant entre 100 et 200 civils non armés. Prenant une initiative sans précédent, les autorités avaient annoncé à la fin février que des mesures disciplinaires seraient prises à l'encontre de membres des forces armées et que huit officiers seraient traduits devant des tribunaux militaires. Aucune autre information n'est toutefois parvenue ces dernières semaines. Le gouvernement n'a cessé de laisser entendre que les participants à cette manifestation, qui exprimaient leur opposition à l'administration de Timor oriental par l'Indonésie, avaient « provoqué

» le massacre. Les organisateurs présumés ont été arrêtés, de même que des personnes qui avaient organisé des manifestations de protestation à Djakarta et à Bali, entre autres ; certains d'entre eux sont en instance de procès.

Le procès de Fernando de Araujo, un Timorais résidant à Bali, s'est ouvert le 16 mars 1992 à Djakarta. Les extraits de l'acte d'accusation ne font aucune référence à des actes impliquant l'usage ou l'apologie de la violence ni à d'autres actes qui pourraient constituer des infractions pénales précises au regard des normes internationales. Ce document fait état d'une série de conversations téléphoniques au cours desquelles l'accusé parle d'actes de violence commis par les forces de sécurité et discute de l'organisation de manifestations de protestation. Il est reproché à cet homme d'avoir demandé que des informations sur le massacre de Santa Cruz soient transmises aux ambassades étrangères à Djakarta et à des organisations internationales, dont Amnesty International. L'acte d'accusation affirme que les discussions visaient à « obtenir la compassion du monde extérieur pour les violations des droits de l'homme commises à Timor oriental ». Fernando de Araujo est poursuivi aux termes de la loi antisubversive dont les dispositions sont très larges et qui prévoit la peine de mort.

Il est apparemment reproché à Joao Freitas da Camara, également inculpé de subversion à Djakarta, d'avoir organisé une manifestation non violente dans la capitale pour protester contre le massacre de Santa Cruz. Domingus Barreto, Agapito Cardoso et Virgilio da Silva Guterres, également jugés à Djakarta, seraient accusés d'avoir participé à la manifestation et brandi des banderoles « insultantes pour le gouvernement indonésien ».

Les procès de Francisco Miranda Branco et Gregorio da Cunha Saldanha se sont ouverts respectivement les 12 et 14 mars à Dili. Tous deux sont accusés de subversion et d'appartenance à une organisation étudiante qui soutiendrait le Fretilin, mouvement d'opposition armée luttant contre l'administration de Timor oriental par l'Indonésie. Les seuls éléments de preuve retenus à leur encontre semblent cependant être d'avoir organisé des manifestations non violentes contre l'administration de Timor oriental par l'Indonésie, notamment la procession au cimetière de Santa Cruz.

« Il est troublant de constater que les efforts visant à faire connaître les violations des droits de l'homme perpétrées par les forces de sécurité sont présentés comme des preuves d'activités subversives », a déclaré Amnesty International.

Par ailleurs, l'Organisation a exprimé à plusieurs reprises sa préoccupation quant au fait que les procès politiques qui se déroulent en Indonésie et à Timor oriental ne respectent pas les normes internationales en matière d'équité. Ces inquiétudes ont été renforcées lors des procès de Dili, quand des avocats appartenant à la Fondation d'aide juridique basée à Djakarta et qui devaient assister Francisco Miranda Branco et Gregorio da Cunha Saldanha se sont vu refuser l'accès au tribunal les 12 et 14 mars. La raison officielle de ce refus était qu'ils n'étaient pas habilités à exercer

à Timor oriental, objection que les avocats ont réfutée en se fondant sur la législation. Le juge de la Cour suprême, Ali Said, a annoncé le 22 mars que les avocats de la Fondation d'aide juridique auraient accès aux tribunaux.

L'Organisation reste préoccupée par d'autres aspects du traitement infligé par les autorités aux personnes arrêtées à la suite du massacre de Santa Cruz. Le 28 février, le gouvernement a annoncé la remise en liberté conditionnelle de 17 Timorais emprisonnés après la manifestation de Djakarta en faveur des droits de l'homme. On a appris par la suite que ces 17 personnes avaient été transférées à Djakarta-Est, dans une maison appartenant au gouvernement, où des militaires devaient leur donner un « cours ». Amnesty International a sollicité des informations sur la situation actuelle de ces 17 personnes, mais elle n'a reçu aucune réponse des autorités. Ces dernières avaient annoncé la remise en liberté de vingt-quatre prisonniers détenus à Timor oriental, mais ils seraient toujours incarcérés dans des lieux inconnus en dehors de Díli. Le 9 mars, le général de brigade Theo Syafei, commandant militaire de Timor oriental, a déclaré à la presse que chacun de ces 24 prisonniers avait été confié à un capitaine de compagnie et qu'ils allaient tous « être guidés et éduqués pour devenir de vrais Indonésiens ».